

57^e

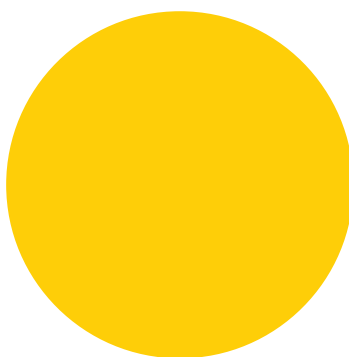
ENQUÊTE SEMESTRIELLE

J U I L L E T

2013

LA **CONJONCTURE**

DES **PME**



SOMMAIRE

SYNTHÈSE__ PAGE 3_

#1 **ACTIVITÉ**__ PAGE 4_

#2 **EMPLOI**__ PAGE 6_

#3 **SITUATION FINANCIÈRE**__ PAGE 9_

#4 **LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT**__ PAGE 13_

#5 **LES SECTEURS D'ACTIVITÉ**__ PAGE 16_

INDUSTRIE__ PAGE 16_

CONSTRUCTION__ PAGE 18_

COMMERCE : COMMERCE DE GROS, COMMERCE DE DÉTAIL, COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE__ PAGE 19_

TRANSPORTS__ PAGE 20_

TOURISME__ PAGE 20_

SERVICES : SERVICES AUX ENTREPRISES, SERVICES AUX PARTICULIERS__ PAGE 21_

#6 **MÉTHODOLOGIE**__ PAGE 22_

AU PREMIER SEMESTRE 2013, LES PME SONT À LA PEINE EXCEPTÉ LES ENTREPRISES QUI EXPORTENT ET INNOVENT, PRÊTES À REPARTIR. L'INVESTISSEMENT ACCENTUE SON REcul. UN REDRESSEMENT À L'HORIZON 2014 N'EST PAS ENCORE EN VUE POUR LA MAJORITÉ DES PME.

Interrogés en mai, les dirigeants de PME font part d'un net ralentissement de leur activité. Sur la base des quatre ou cinq premiers mois de 2013, ils prévoient une baisse de 1,3 % en moyenne de leur chiffre d'affaires annuel, après un premier recul de 0,3 % en 2012.

La situation est médiocre dans les secteurs amont et en rapide dégradation dans ceux directement liés à la consommation des ménages. L'activité progresse encore très légèrement dans les services aux entreprises et le commerce de gros. Elle diminue légèrement dans l'industrie, plus fortement dans tous les autres secteurs d'activité, en particulier le tourisme, le bâtiment et le commerce automobile.

Les plus petites entreprises subissent un véritable tassement de leur activité alors que les moyennes entreprises conservent un certain dynamisme ainsi que, d'une façon générale, les PME qui exportent et innovent.

Les effectifs des PME diminuent depuis le début de l'année, principalement dans les TPE et dans tous les secteurs affectés par le recul de la consommation et de l'investissement des particuliers, c'est-à-dire le commerce de détail, le bâtiment, le tourisme et, bien sûr, le commerce et la réparation automobile. En revanche, les entreprises innovantes et exportatrices de l'industrie et des services aux entreprises continuent à créer de nouveaux postes, à un rythme certes quelque peu ralenti.

Les difficultés de trésorerie atteignent des niveaux sans précédent dans les secteurs où l'activité recule le plus, à savoir le tourisme, le bâtiment et le commerce de détail. Les craintes d'un nouveau durcissement des trésoreries dans les prochains mois sont élevées. Cependant, l'accès aux crédits d'exploitation s'est maintenu au premier semestre 2013 au même niveau qu'au précédent.

Comme prévu en novembre dernier, les résultats d'activité de 2012 ont été en baisse et un nouveau recul de la rentabilité est anticipé pour l'exercice en cours.

Face à une demande très insuffisante, les investissements ralentissent sensiblement dans tous les secteurs, toutefois moins dans l'industrie, où les entreprises de taille moyenne et qui exportent les maintiennent.

ACTIVITÉ

2013 : UN PREMIER SEMESTRE TRÈS MOROSE

L'ACTIVITÉ CONTINUE DE RALENTIR

En mai, 26 % des PME anticipent une hausse de leur activité en 2013 et 36 % une diminution. L'indicateur courant d'activité¹ ressort ainsi à -10, marquant un recul de 8 points en six mois et de 14 en un an. Il est très inférieur à la moyenne de long terme (19,5) et se situe au plus bas depuis la récession de 2008-2009.

Les dirigeants de PME estiment que leur chiffre d'affaires de 2013, traduit en valeur nominale, sera inférieur de 1,3 % en moyenne à celui de 2012, lui-même en recul de 0,3 % sur celui de 2011.

SEULES LES ENTREPRISES TRÈS EXPORTATRICES² CONSERVENT UNE CROISSANCE POSITIVE

Les PME « fortement exportatrices » anticipent une hausse de +2,4 % en moyenne de leur CA en 2013 (après +3,9 % en 2012). En revanche, les « moyennement exportatrices » prévoient un fléchissement de leur activité de -0,3 % (contre +0,9 % en 2012), tandis que les « non exportatrices » craignent une accélération de la baisse à -2,6 % en moyenne (après -1,0 %).

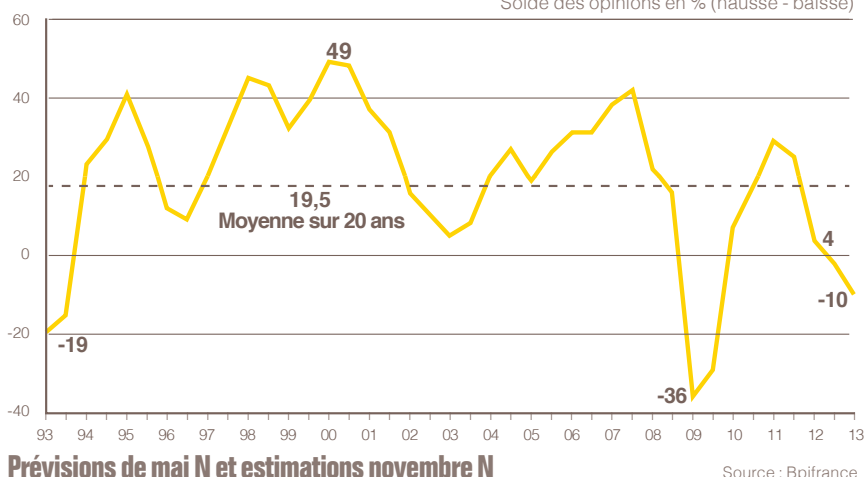
L'INNOVATION PERMET DE MAINTENIR UNE FAIBLE PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ

Les entreprises classées « innovantes »³ prévoient de conserver une hausse de +1,2 % de leur CA en 2013 (+1,3 % en 2012). Par contre, les PME « non innovantes » anticipent une baisse de -2,6 % cette année, après un recul moyen de -1,1 % en 2012.

1 - Solde en pourcentage des opinions opposées : cf. définition dans la méthodologie p.23
2 - Cf. qualification des entreprises exportatrices dans la méthodologie p.23
3 - Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p.23

Indicateur d'activité pour l'année en cours (N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



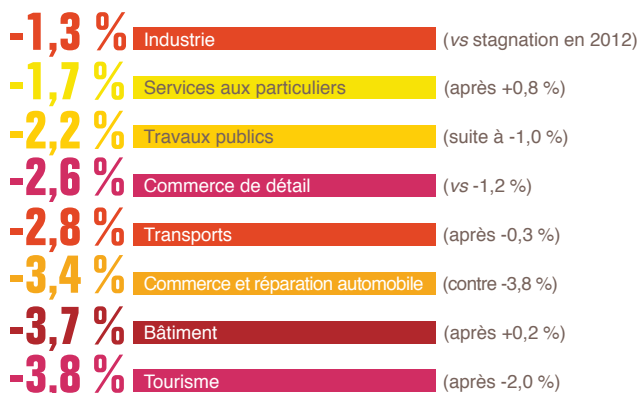
Prévisions de mai N et estimations novembre N

L'ACTIVITÉ DÉCLINE DANS LA QUASI-TOTALITÉ DES SECTEURS

Dans deux d'entre eux seulement il est prévu un maintien du CA en 2013 :



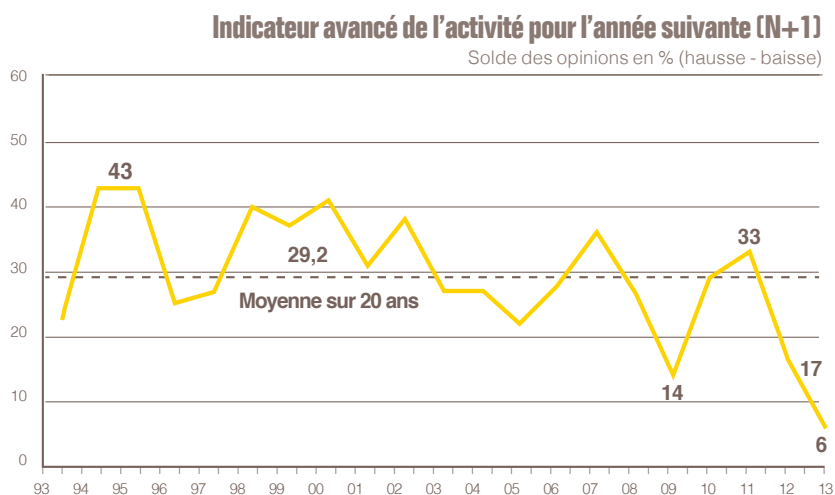
Dans les autres secteurs, les dirigeants s'attendent à un recul moyen compris entre -1 % et -4 % :



LE RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ EST SENSIBLE QUELLE QUE SOIT LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

L'évolution attendue du CA en 2013 est cependant d'autant plus négative que l'effectif salarié de l'entreprise est faible :





Prévisions faites en mai de l'année N pour l'année N+1

Source : Bpifrance

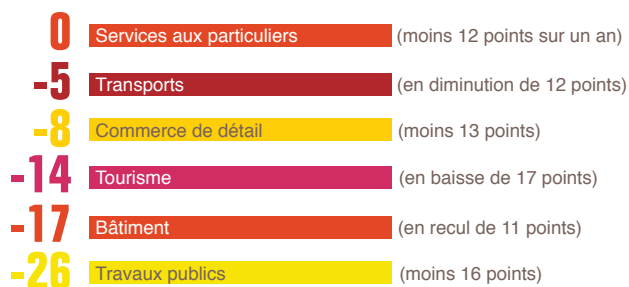
LES ANTICIPATIONS SONT LES MOINS MAUVAISES DANS L'INDUSTRIE

L'indicateur avancé de l'activité est encore significativement positif mais en recul sur un an dans les trois secteurs suivants :



Le solde prévisionnel d'activité est faiblement positif et stable dans le secteur du commerce et de la réparation automobile, à +9 (contre +8).

Enfin, l'indicateur avancé de l'activité est très dégradé et historiquement bas dans tous les autres secteurs :



2014 : TRÈS FAIBLES PERSPECTIVES DE REPRISE DE L'ACTIVITÉ

En mai 2013, seules 26 % des PME tablent sur un accroissement de leur activité en 2014, tandis que 20 % prévoient une diminution. L'indicateur avancé de l'activité ressort ainsi à +6, un plus bas historique inférieur de 23 points à la moyenne de long terme.

LES ANTICIPATIONS SONT MODÉRÉMENT OPTIMISTES CHEZ LES MOYENNES ENTREPRISES MAIS TRÈS PESSIMISTES CHEZ LES PETITES

L'indicateur avancé de l'activité croît avec la taille salariale, de -4 chez les TPE à +35 pour les entités de 100 à 249 salariés (cf. tableau page 8). En deçà de 50 salariés, l'indicateur prévisionnel est inférieur à son plus bas niveau atteint en mai 2009, au sortir de la précédente récession. En revanche, les anticipations des entreprises de 50 à 249 salariés sont un peu moins pessimistes qu'à la mi-2009.

LES PME EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT SONT UN PEU PLUS CONFIANTES DANS L'AVENIR QUE LES AUTRES

L'indicateur avancé de l'activité ressort à +31 chez les entreprises « fortement exportatrices » et à +17 chez les « moyennement exportatrices ». Il se limite par contre à +1 pour les PME « non exportatrices ».

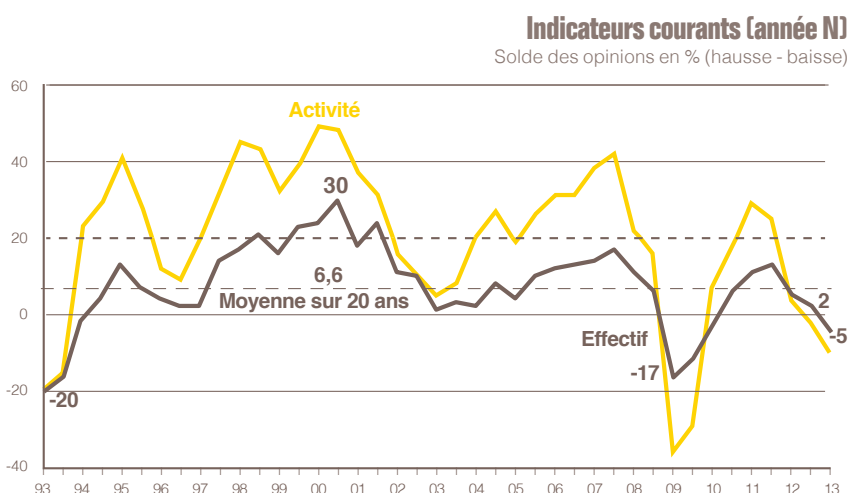
La démarche d'innovation a un impact positif sur les perspectives d'évolution de l'activité en 2014 : 42 % des entreprises « innovantes » anticipent une progression, tandis que 14 % seulement craignent une diminution, ce qui donne un indicateur prévisionnel à +28. À l'opposé, 18 % seulement des PME « non innovantes » escomptent une augmentation alors que 23 % prévoient un recul, l'indicateur prévisionnel s'établissant à -5.

EMPLOI

LES PME ONT RÉDUIT LEURS EFFECTIFS AU PREMIER SEMESTRE 2013

L'EMPLOI DIMINUE POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS TROIS ANS

En mai, 21 % des PME annoncent une contraction de leurs effectifs tandis que 16 % indiquent une hausse. L'indicateur courant d'emploi est donc négatif à -5, en recul de 7 points par rapport à novembre 2012 et au plus bas depuis mi-2009 (-17).



Estimations faites en mai et novembre de l'année N pour l'année N Source : Bpifrance

LES EFFECTIFS DES PME EXPORTATRICES PROGRESSENT FAIBLEMENT

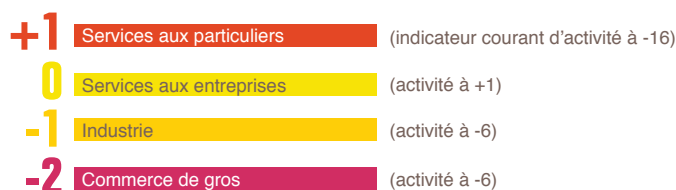
L'indicateur courant d'emploi reste légèrement positif chez les entreprises « fortement exportatrices », à +2 (après +13 fin 2012), de même que chez les « moyennement exportatrices », à +1 (suite à +6). Par contre, les PME qui n'exportent pas ou très peu ont commencé à supprimer des postes, leur indicateur courant d'emploi ayant perdu 6 points en six mois, à -6.

LES ENTREPRISES INNOVANTES CRÉENT ENCORE QUELQUES POSTES

23 % des PME innovantes ont accru leurs effectifs depuis fin 2012, tandis que 20 % les ont réduits, leur indicateur courant d'emploi ressortant ainsi à +3, contre +9 fin 2012. En revanche, pour les entreprises qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années, l'indicateur d'emploi a chuté de 6 points en six mois, à -8.

LES EFFECTIFS SE MAINTIENNENT DANS L'INDUSTRIE, LES SERVICES AUX ENTREPRISES ET CEUX AUX PARTICULIERS MAIS RECULENT PLUS OU MOINS FORTEMENT DANS LES AUTRES SECTEURS

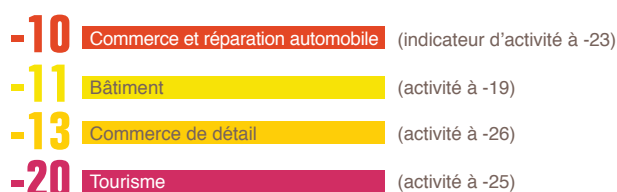
L'évolution de l'emploi est, en règle générale, corrélée à celle de l'activité. Ainsi, l'indicateur courant d'emploi est-il voisin de l'équilibre dans les secteurs où l'activité est à peu près stable, sauf pour les services aux particuliers où elle diminue :



L'indicateur d'emploi est légèrement négatif dans les deux secteurs suivants :



Enfin, les effectifs des PME se contractent plus fortement dans les secteurs où l'activité est la plus déprimée :



Indicateurs courants d'activité et d'emploi en 2013 selon la taille des entreprises

Solde des pourcentages d'opinions «en hausse» moins «en baisse»



SEULES LES ENTREPRISES DE 20 À 99 SALARIÉS CONTINUENT À ACCROÎTRE LEURS EFFECTIFS

L'indicateur courant de l'emploi demeure faiblement positif chez les entreprises de 20 à 99 salariés, dont l'activité conserve une légère croissance. En revanche, les suppressions de postes excèdent les embauches dans toutes les autres tailles d'entreprises. L'indicateur d'emploi tombe à -11 chez les TPE, conséquence du net fléchissement de l'activité (indicateur d'activité à -22). Il devient également négatif pour les entités de 10 à 19 salariés, dont l'activité (-7) se tasse.

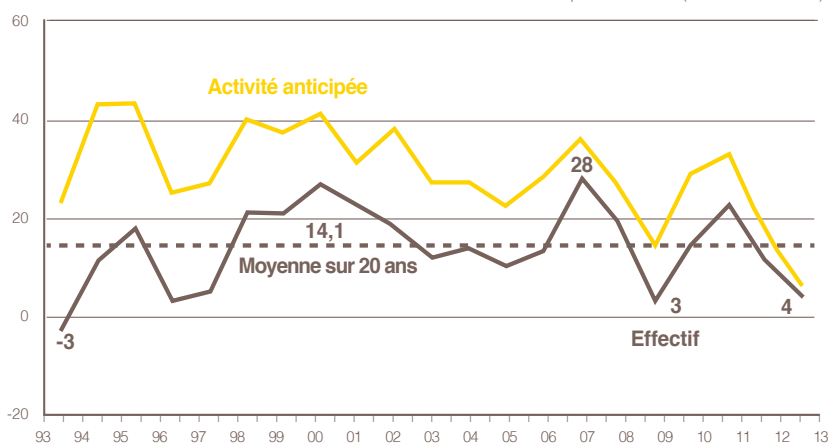
Enfin, les effectifs ont commencé à fléchir (indicateur d'emploi à -1) chez les entreprises de 100 à 249 salariés, sans doute à cause du brusque ralentissement de la croissance de leur activité dont l'indicateur courant a perdu 19 points en six mois à +9.

LES PME DEVRAIENT PEU EMBAUCHER EN 2014

17 % des entreprises envisagent d'accroître le nombre de leurs salariés en 2014, tandis que 13 % pensent le réduire. À +4, l'indicateur avancé de l'emploi est au plus bas depuis mai 2009, au sortir de la précédente récession, et de 10 points inférieur à la moyenne de long terme.

Indicateurs avancés (pour année N+1)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en mai de l'année N pour l'année suivante N+1 Source : Bpifrance

EMPLOI

LES ANTICIPATIONS DE CRÉATION NETTE D'EMPLOIS AUGMENTENT LÉGÈREMENT AVEC LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

Les perspectives d'activité étant un peu moins sombres chez les entreprises de plus de 20 salariés, celles-ci envisagent quelques créations de postes l'année prochaine.

LES INTENTIONS D'EMBAUCHE PROVIENNENT EXCLUSIVEMENT DES PME INNOVANTES ET EXPORTATRICES

L'indicateur avancé de l'emploi demeure assez positif chez les entreprises « fortement exportatrices », à +18, et plus faiblement chez les « moyennement exportatrices », à +8. Il est en revanche quasi nul, à +1, chez les PME « non exportatrices ».

L'écart est plus net encore sur le critère de l'innovation : 28 % des entreprises « innovantes » envisagent de créer des postes en 2014 tandis que 10 % seulement pensent en supprimer, ce qui donne un solde de +18, à comparer à -4 pour les « non innovantes ».

Indicateurs avancés d'activité et d'emploi en 2014 selon la taille des entreprises

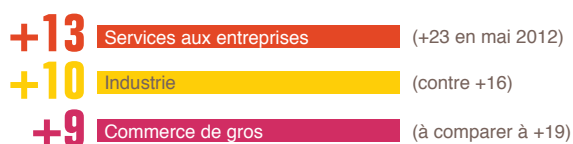
Solde des pourcentages d'opinions « en hausse » moins « en baisse »



Source : Bpifrance

LES CRÉATIONS DE POSTES SONT PRÉVUES PRINCIPALEMENT DANS L'INDUSTRIE ET LES SERVICES AUX ENTREPRISES

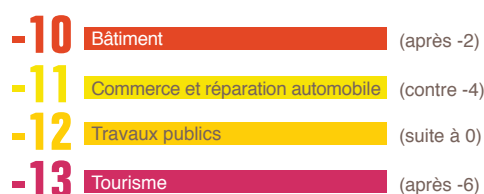
L'indicateur avancé de l'emploi pour 2014 est significativement positif dans les trois secteurs suivants :



Les anticipations vont à la stabilité des effectifs ou à leur légère contraction dans trois autres secteurs :



Enfin, les intentions d'embauche poursuivent leur ralentissement dans les autres secteurs d'activité :



SITUATION FINANCIÈRE

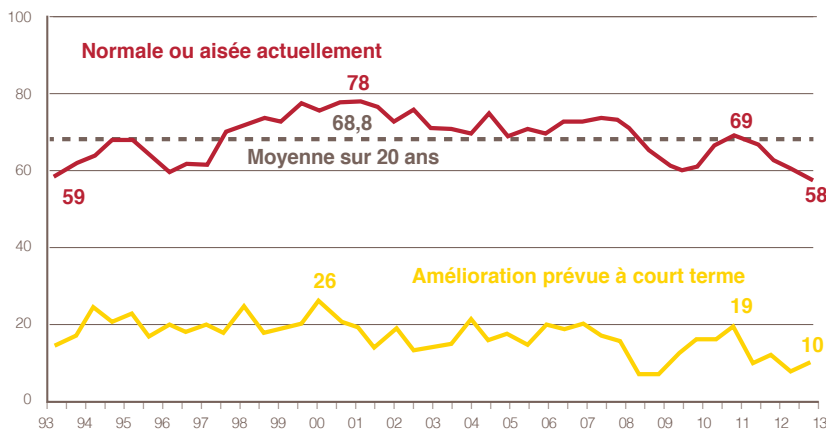
LES TRÉSORERIES SE TENDENT UN PEU PLUS

Interrogées en mai, 58 % seulement des PME considèrent « normale ou aisée » la situation de leur trésorerie récente, soit 11 points en dessous de la moyenne de long terme.

A contrario, 42 % des PME disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois. C'est la proportion la plus élevée jamais observée dans cette enquête.

Trésorerie des PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : Bpifrance

L'ÉVOLUTION ET LE NIVEAU DE LA TRÉSORERIE DIFFÈRENT SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

La proportion de PME estimant difficile l'état de leur trésorerie récente est la plus importante, et en forte augmentation depuis novembre 2012, dans deux secteurs où l'activité décélère fortement :



Dans d'autres secteurs, moins de la moitié des dirigeants estime difficile l'état de la trésorerie au cours des six derniers mois, mais la proportion augmente légèrement :



Enfin, les tensions de trésorerie sont relativement peu élevées et en diminution ou stables dans les secteurs d'activité suivants :



LES TENSIONS S'ACCROISSENT CHEZ LES TPE MAIS S'ATTÉNUENT CHEZ LES MOYENNES ENTREPRISES

En mai, 46 % des TPE signalent des problèmes de trésorerie contre 41 % en novembre. La situation est stable chez les entreprises de 10 à 49 salariés, avec une proportion de difficultés de trésorerie de 40 %. Par contre, la fréquence des tensions a reculé de 6 points, à 29 %, pour les entreprises de 50 à 249 salariés.

LES TRÉSORERIES DES ENTREPRISES EXPORTATRICES SONT SENSIBLEMENT PLUS SOUPLES

35 % des entreprises « fortement exportatrices » et 38 % des entreprises « moyennement exportatrices » indiquent des tensions de trésorerie, à comparer à 43 % pour les PME « non exportatrices ».

LA SITUATION DES ENTREPRISES INNOVANTES EST MOINS TENDUE QUE CELLE DES NON INNOVANTES

38 % des entreprises « innovantes » estiment difficile l'état de leur trésorerie récente, contre 43 % parmi les PME « non innovantes ».

SITUATION FINANCIÈRE

L'ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE EST STABLE DEPUIS SIX MOIS

Deux questions ont été introduites dans l'enquête de fin 2010 pour appréhender les conditions d'accès au crédit de trésorerie et les causes des difficultés éventuellement rencontrées.

La faiblesse de l'activité apparaît plus que jamais comme la principale cause de refus des établissements financiers. En termes de taille salariale, l'accès aux crédits d'exploitation est de plus en plus difficile pour les TPE (28 %, +2 points depuis novembre), alors qu'il tend à s'améliorer pour les entreprises moyennes de 100 à 249 salariés (13 %, -4 points en six mois).

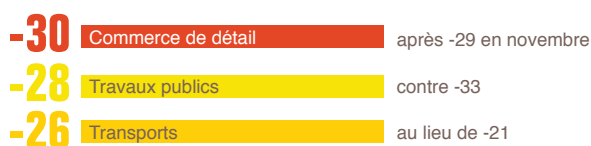
D'un point de vue sectoriel, les difficultés d'accès au crédit d'exploitation sont beaucoup plus fréquentes que la moyenne et en forte hausse dans le tourisme (37 %, soit +4 points en six mois et +20 points en 18 mois). À l'opposé, elles sont significativement moins fréquentes que la moyenne dans l'industrie (20 %, +1 point), le commerce de gros (19 %, +1 point) et les services aux entreprises (20 %, -1 point).

TRÉSORERIE DES PROCHAINS MOIS : CRAINTE D'UN NOUVEAU DURCISSEMENT

En mai, 29 % des PME anticipent une dégradation de la situation de trésorerie à court terme, tandis que 10 % seulement prévoient un assouplissement. L'indicateur avancé de la trésorerie reste donc très négatif, à -19, quoique un peu moins bas qu'en novembre (-24).

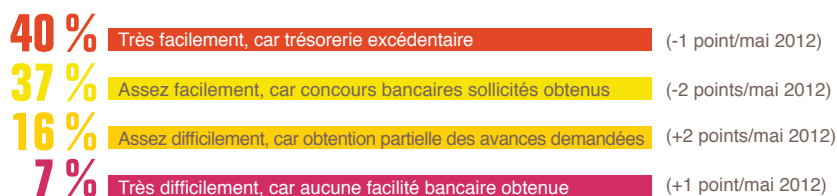
LES CRAINTES DE DÉGRADATION DES TRÉSORERIES SONT ÉLEVÉES DANS TOUS LES SECTEURS

Les plus fortes appréhensions de hausse des tensions au cours des prochains mois proviennent des secteurs d'activité suivants :



Dans les autres secteurs d'activité, l'indicateur de la trésorerie future est voisin de la moyenne (-19), excepté pour les services aux entreprises où il est un peu moins négatif (-15, après -20).

« AU COURS DES 6 DERNIERS MOIS, COMMENT AVEZ-VOUS ASSURÉ LE FINANCEMENT DE VOTRE EXPLOITATION COURANTE ? » :



La fréquence cumulée des citations « assez difficile » et « très difficile » est identique à celle de novembre, à 23 %.

À ces 23 % d'entreprises qui ont déclaré avoir des difficultés pour obtenir des crédits de trésorerie, il était demandé de « cocher les raisons de ces difficultés parmi les 4 suivantes (possibilité de réponses multiples) » :



SITUATION FINANCIÈRE

LES ANTICIPATIONS D'UN NOUVEAU DURCISSEMENT SONT D'AUTANT PLUS IMPORTANTES QUE L'ENTREPRISE EST PETITE

L'indicateur de la trésorerie future s'établit à -22 dans les TPE, -20 dans les entités de 10 à 19 salariés, -13 dans celles de 20 à 49 salariés, -17 dans les entreprises de 50 à 99 salariés et -7 dans celles de 100 à 249 salariés.

LES PME TRÈS EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT APPRÉHENDENT UN PEU MOINS UNE FRAGILISATION DE LEUR TRÉSORERIE

L'indicateur prévisionnel de la trésorerie ressort à -6 chez les entreprises « très exportatrices », contre -16 chez les « moyennement exportatrices » et -21 chez les « non exportatrices ».

En outre, les PME innovantes ont un indicateur avancé de la trésorerie à -12, contre -23 pour les « non innovantes ».

LA RENTABILITÉ A SENSIBLEMENT REÇULÉ EN 2012

En mai 2013, 21 % seulement des dirigeants de PME considèrent que la rentabilité de leur entreprise a été « bonne » en 2012, alors que 32 % estiment qu'elle a été « mauvaise ». L'indicateur courant de la rentabilité s'établit ainsi à -11, à comparer à -2 en mai 2012.

LES RÉSULTATS SONT JUGÉS EN BAISSÉ DANS TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

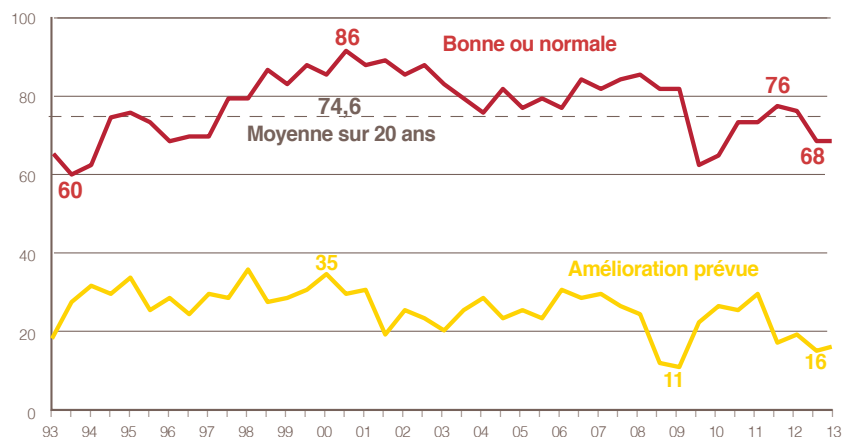
La rentabilité est partout estimée en recul, plus ou moins prononcé, sur un an. L'indicateur est le moins négatif dans le commerce de gros (-2, contre +9), les travaux publics (-4, au lieu de nul), l'industrie (-6, après +1) et dans les services aux entreprises (-7, vs +8).

La rentabilité est, en revanche, jugée très insuffisante et en recul dans le bâtiment (-21, contre -18 en mai 2012), les transports (-21, au lieu de -17), et surtout le secteur du tourisme (à -26, contre -2) et celui du commerce et de la réparation automobile (-30, au lieu de -18).

L'OPINION SUR LA RENTABILITÉ DEMEURE MEILLEURE CHEZ LES ENTREPRISES TRÈS EXPORTATRICES

Les entreprises « fortement exportatrices » ont un indicateur de la rentabilité courante à -1 (après +7 en mai 2012). L'indicateur est plus négatif pour les PME « moyennement exportatrices » (-8, contre de 0) et les « non exportatrices » (-12, au lieu de -3).

Rentabilité des PME
Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : Bpifrance

SITUATION FINANCIÈRE

REGUL DES RÉSULTATS ATTENDUS EN 2013

Courant mai 2013, 32 % des PME s'attendent à une baisse de la rentabilité pour l'exercice en cours, contre 16 % seulement une amélioration. L'indicateur prévisionnel de la rentabilité est donc très négatif, à -16, conséquence de l'atonie de l'activité.

LES ANTICIPATIONS D'ÉVOLUTION DE LA RENTABILITÉ SONT D'AUTANT PLUS NÉGATIVES QUE L'ENTREPRISE EST PETITE

L'indicateur prévisionnel est presque à l'équilibre (-1) chez les entreprises de 100 à 249 salariés. Ensuite, il décroît très régulièrement avec la taille salariale de l'entreprise, jusqu'à -22 dans les TPE.

LES ENTREPRISES EXPORTATRICES ET INNOVANTES SONT MOINS PESSIMISTES QUE LES AUTRES

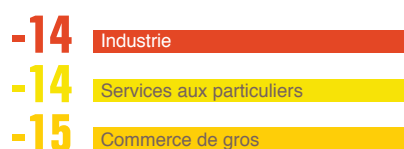
L'indicateur avancé de la rentabilité est faiblement négatif, à -4, chez les PME « fortement exportatrices ». Il est par contre très négatif, à -19, chez les « non exportatrices » et en position intermédiaire, à -11, chez les « moyennement exportatrices ».

Par ailleurs, il y a une nette différence entre les entreprises qui ont innové au cours des trois dernières années, dont l'indicateur prévisionnel de la rentabilité s'établit à -5, et celles qui n'ont pas innové qui sont beaucoup plus sombres (-23).

LES PRÉVISIONS DE DIMINUTION DE LA RENTABILITÉ EN 2013 SE RETROUVENT DANS TOUS LES SECTEURS

Les craintes de recul des résultats sont les plus faibles dans les services aux entreprises, où l'indicateur prévisionnel de la rentabilité ressort à -9.

Les appréhensions sont plus prononcées, dans la moyenne des PME, dans les secteurs suivants :



Les prévisions de dégradation de la rentabilité sont plus fréquentes encore dans les autres secteurs d'activité :





LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT

AUCUN SECTEUR D'ACTIVITÉ N'ÉCHAPPE AU FREINAGE DE L'INVESTISSEMENT

La baisse de l'investissement est importante dans tous les secteurs. Celle-ci est relativement mesurée dans l'industrie, les services aux particuliers, voire les services aux entreprises. Le recul est en revanche plus important dans tous les autres secteurs, à commencer par celui du bâtiment.

Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises du panel sont interrogées sur le montant de leurs dépenses d'investissement pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.

Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N (« en hausse », « stable » ou « en baisse ») par rapport à l'année précédente N-1, ce qui permet de bâtir un indicateur du volume d'investissement, en solde d'opinion.

SENSIBLE REcul DES INVESTISSEMENTS EN 2013

Les programmes d'investissement sont moins nombreux et les dépenses prévues sur l'année en sensible diminution.

En mai 2013, 44 % des PME ont déjà investi ou prévoient d'investir dans l'année, contre 47 % en mai 2012. D'autre part, 37 % des dirigeants annoncent une diminution des dépenses et 21 % une progression, ce qui donne un indicateur prévisionnel du volume d'investissement très négatif, à -16, au lieu de -7 en mai 2012. C'est le plus bas niveau de cet indicateur prévisionnel depuis mai 2009 (-28), au sortir de la récession de 2008-2009.

MODÉRÉ DANS LES MOYENNES ENTREPRISES, LE RALENTISSEMENT EST PLUS PRONCÉ DANS LES PETITES

L'indicateur prévisionnel du volume d'investissement est à l'équilibre (nul) pour les entreprises de 100 à 249 salariés et à peine inférieur pour celles de 50 à 99 salariés (-4). Cependant, il est nettement plus important dans les entités de moindre taille : -12 pour celles de 20 à 49 salariés, -15 pour celles de 10 à 19 salariés et -20 chez les TPE.

LES PME TRÈS EXPORTATRICES PRÉVOIENT D'INVESTIR PRESQUE AUTANT QU'EN 2012

Leur indicateur prévisionnel du volume d'investissement ressort à -2, contre -6 pour les entreprises « moyennement exportatrices » et -18 pour les « non exportatrices ».

Le facteur « innovation » est également discriminant sur les prévisions d'investissement en 2013. Les PME classées « innovantes » ont un indicateur prévisionnel à -8, supérieur de 11 points à celui des « non innovantes ».

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT EN 2013

	PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR DANS L'ANNÉE (RAPPEL MAI 2012)	INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL MAI 2012)
INDUSTRIE	52 % (57 %) ↘	-10 (0) ↘
BÂTIMENT	33 % (38 %) ↘	-28 (-21) ↘
TRAVAUX PUBLICS	68 % (69 %) ↔	-21 (-15) ↘
COMMERCE/ RÉPARATION AUTOMOBILE	32 % (36 %) ↘	-21 (-10) ↘
COMMERCE DE GROS	40 % (42 %) ↘	-15 (- 5) ↘
COMMERCE DE DÉTAIL	36 % (39 %) ↘	-19 (- 9) ↘
TRANSPORTS	50 % (52 %) ↘	-20 (-17) ↘
TOURISME	46 % (46 %) ↔	-21 (-16) ↘
SERVICES AUX ENTREPRISES	41 % (46 %) ↘	-12 (- 3) ↘
SERVICES AUX PARTICULIERS	43 % (41 %) ↗	-9 (-10) ↔
ENSEMBLE	44 % (47 %) ↘	-16 (-7) ↘

Source : Bpifrance

Lecture : En mai 2013, 52 % des PME de l'industrie ont engagé ou prévu des investissements sur 2013, contre 57 % en mai 2012 pour cette année-là. Toujours dans l'industrie, 26 % des entreprises envisagent des dépenses d'investissement en hausse par rapport à celles réalisées en 2012, contre 36 % en baisse, ce qui donne un indicateur prévisionnel du volume d'investissement de -10. Cet indicateur est très inférieur à celui de mai 2012 (nul).

Les flèches donnent le sens de la variation, d'une année sur l'autre, de la fréquence d'investissement et de l'indicateur du volume d'investissement.

#

LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT

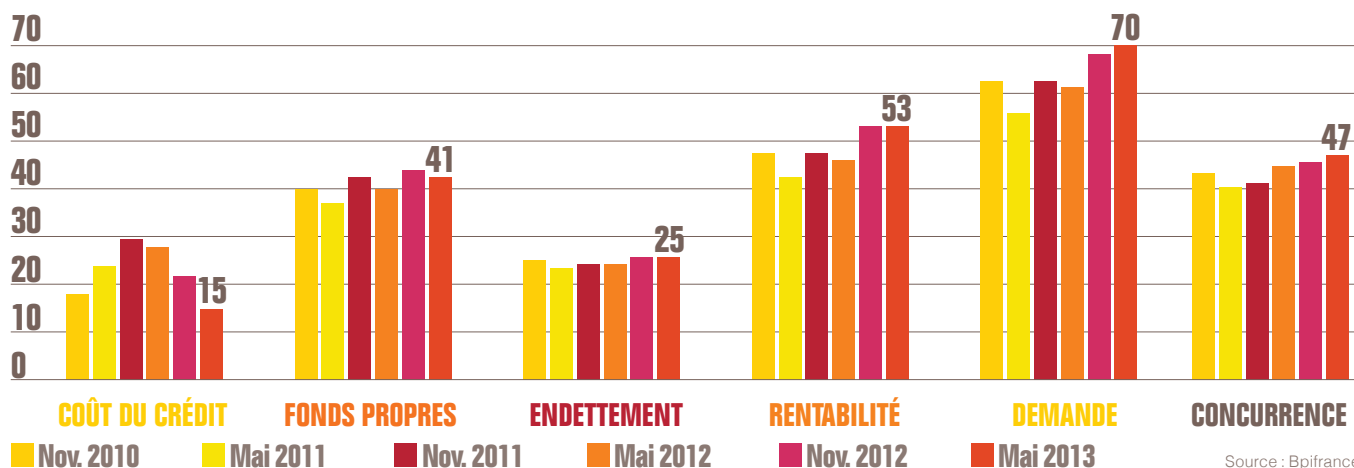
L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE EST DE LOIN LE PRINCIPAL FREIN À L'INVESTISSEMENT

Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

L'**insuffisance de la demande** constitue plus que jamais le premier des freins, avec 70 % de citations, soit 2 points de plus qu'en novembre 2012 et presque autant qu'au plus haut atteint en mai 2009 (71 %). La **faiblesse de la rentabilité** conserve le deuxième rang, mentionnée par 53 % des dirigeants, sans changement sur les six derniers mois et au même niveau qu'à la sortie de la précédente récession.

Viennent ensuite l'**intensité de la concurrence** (47 %, +2 points) et le **manque de fonds propres** (41 %, -1 point). Le poids de l'endettement de l'entreprise n'est cité que par le quart des PME (idem novembre dernier). Enfin, le coût du crédit ne recueille plus que 15 % de citations (-7 points), au plus bas dans l'enquête.

OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT (EN %)





LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT

STABILITÉ DE LA DIFFICULTÉ D'ACCÈS AU CRÉDIT À L'INVESTISSEMENT

À la question « Avez-vous rencontré des difficultés auprès des établissements financiers pour financer vos investissements au cours des 6 derniers mois ? »⁴, 11 % répondent par l'affirmative, sans changement depuis novembre et en recul de un point sur douze mois.

La proportion est plus élevée que la moyenne et en augmentation par rapport à novembre précédent dans le secteur du tourisme, à 23 % (+5 points), et dans celui des transports, à 16 % (+2 points). À l'opposé, elle est plus faible dans les travaux publics, à 8 % (-10 points), ainsi que dans l'industrie, à 9 % (stable).

Les entreprises « innovantes » ont un peu plus de difficultés que les autres à obtenir des concours à l'investissement, avec 15 % de citations, proportion en hausse de 2 points sur six mois. En revanche, ni la taille salariale de l'entreprise, ni les performances à l'exportation n'ont d'influence significative.

À ces 11 % d'entreprises déclarant avoir rencontré des difficultés d'accès au crédit à l'investissement, il était demandé d'en cocher les causes parmi la liste suivante (possibilité de réponses multiples) :

- 68 % Fragilité financière de l'entreprise (+5 points en six mois)
- 39 % Secteur d'activité considéré comme trop risqué (+4 points)
- 19 % Secteur d'activité méconnu des banques (stable)
- 14 % Nature essentiellement immatérielle des projets (-4 points)

Plus que jamais, la fragilité financière de l'entreprise apparaît comme le motif majeur de refus, total ou partiel, des concours sollicités.

INVESTISSEMENTS PRÉVUS EN 2013 ET MODES DE FINANCEMENT (BASE : 1 920 PME AYANT DÉCLARÉ DES INVESTISSEMENTS)			
RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR NATURE (RAPPEL MAI 2012)		PLAN DE FINANCEMENT MOYEN (RAPPEL MAI 2012)	
IMMOBILIERS (TERRAINS, CONSTRUCTIONS, LOCAUX EXISTANTS, AMÉNAGEMENTS)	37 % (43 %)	AUTOFINANCEMENT (Y COMPRIS APPORTS EN FONDS PROPRES ET SUBVENTIONS)	35 % (36 %)
MOBILIERS (MATÉRIELS, VÉHICULES, ÉQUIPEMENTS DIVERS...)	55 % (50 %)	CRÉDIT BANCAIRE MOYEN TERME (2 À 7 ANS) LONG TERME (8 ANS ET PLUS)	46 % (44 %) 36 % (35 %) 10 % (9 %)
INCORPORELS (FONDS DE COMMERCE, BREVETS, LICENCES, LOGICIELS)	8 % (7 %)	CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET LOCATION FINANCIÈRE	17 % (18 %)
		CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	2 % (2 %)
MONTANT GLOBAL INVESTI = 100 % (100 %)		TOTAL = 100 % (100 %)	

Source : Bpifrance

4 - Question introduite dans la 52^e enquête datée de janvier 2011.

5 - Autofinancement des investissements = (financement sur ressources propres de l'entreprise) + (apports des associés ou de la société mère) + (aides, subventions et indemnités d'assurance).



LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

INDUSTRIE

RALENTISSEMENT DE L'ACTIVITÉ ET BAISSÉ DE L'INVESTISSEMENT

L'ACTIVITÉ STAGNE OU RECOULE DANS TOUTES LES BRANCHES

Agroalimentaire : les PME de la branche prévoient un chiffre d'affaires en hausse de +1,2 % en moyenne en 2013, après une progression de +3,7 % en 2012. Les carnets de commandes se sont sensiblement dégarnis au cours des six derniers mois, avec un indicateur courant⁶ en recul de 7 points, à -15.

La demande semble cependant stable à court terme, l'indicateur prévisionnel des commandes pour les six prochains mois redevenant positif, à +2. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2014 sont modérées, l'indicateur avancé ressortant à +16, au lieu de +27 en mai 2012.

Biens intermédiaires : le CA de 2013 est attendu en baisse de -2,2 % en moyenne, accentuant le recul de -1,0 % en 2012. Les carnets de commandes sont au plus bas depuis trois ans, avec un indicateur courant à -34. Ils devraient toutefois à peu près se maintenir à court terme, l'indicateur prévisionnel à six mois étant proche de l'équilibre, à -4. L'activité ne devrait guère se redresser l'an prochain, l'indicateur avancé de mai étant au plus bas depuis 2009, à +23.

Biens d'équipement : l'activité se replie depuis le début de l'année, le CA 2013 étant prévu en diminution de -1,2 % en moyenne. Les carnets de commandes sont peu épais, l'indicateur courant étant le plus négatif depuis fin 2010, à -21. La demande ne devrait pas trop s'amenuiser dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel des carnets d'ordres ressortant à -5. Cependant, aucun redressement de l'activité n'est escompté en 2014, l'indicateur avancé de l'activité étant à un plus bas historique, à +17.

Biens de consommation : l'activité est stable, le chiffre d'affaires prévisionnel pour 2013 s'établissant à +0,1 % en moyenne. Les carnets de commandes sont un peu moins dégarnis que fin 2012, l'indicateur courant remontant de 20 points, à -24. Mais la demande pourrait de nouveau ralentir, l'indicateur avancé des commandes perdant encore 2 points en six mois, à -11. En 2014, l'activité pourrait de nouveau stagner, l'indicateur prévisionnel pour l'année suivante étant proche de son minimum, à +25.

LES PMI TRÈS EXPORTATRICES⁷ CONSERVENT UNE FAIBLE CROISSANCE ET SONT ASSEZ OPTIMISTES POUR 2014

Les PMI réalisant plus du quart de leur activité à l'international prévoient une hausse de +2,1 % en moyenne de leur CA en 2013, alors que les « moyennement exportatrices » anticipent un recul de -1,3 % et les « non exportatrices » une baisse de -2,1 %. Les PMI « très exportatrices » s'attendent à un léger raffermissement de la demande au second semestre, avec un indicateur prévisionnel des carnets de commandes à +6, contrairement aux « moyennement exportatrices » (-3) et surtout aux « non exportatrices » (-8).

En conséquence, les entreprises les plus internationalisées sont assez optimistes pour l'évolution de leur activité en 2014, avec un indicateur avancé à +42, à l'inverse des « moyennement exportatrices » (+25) et des « non exportatrices » (+14).

INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI					
SOLDE DES POURCENTAGES D'OPINIONS « EN HAUSSE » MOINS « EN BAISSÉ »					
		CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2014	
(PART DES PMI CONCERNÉES)		TOTAL		TOTAL	
« FORTEMENT EXPORTATRICES »	(17 %)	+6		+42	
« MOYENNEMENT EXPORTATRICES »	(20 %)	-3	-4	+25	+21
« NON EXPORTATRICES »	(63 %)	-8		+14	
<hr/>					
« INNOVANTES »	(52 %)	0		+33	
« NON INNOVANTES »	(48 %)	-10	-4	+7	+21

Source : Bpifrance

L'ACTIVITÉ EST UN PEU MOINS DÉPRIMÉE CHEZ LES PMI QUI INNOVENT⁸

Les PMI « innovantes » anticipent une baisse de -0,7 % en moyenne de leur CA en 2013, à comparer à un recul de -1,9 % pour les « non innovantes ». Les carnets de commandes des premières sont attendus stables au second semestre (indicateur avancé nul), alors qu'ils devraient encore diminuer chez les secondes (-10). *In fine*, les PMI innovantes restent modérément optimistes quant à l'évolution de leur activité en 2014, avec un indicateur avancé à +33, contrairement aux non innovantes (+7, au plus bas depuis 2009).

6 - Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions « bien garni » et « faible ».

7 - Cf. définition p.23

8 - Cf. définition p.23

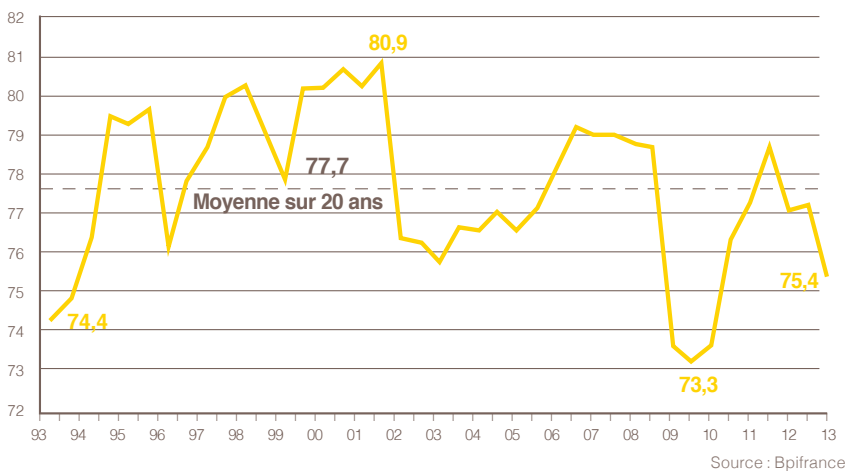
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

L'INVESTISSEMENT REULE SAUF CHEZ LES PMI DE TAILLE MOYENNE ET CHEZ CELLES QUI EXPORTENT

52 % seulement des PMI ont engagé ou prévu des investissements sur l'année en cours, contre 57 % en mai 2012. Par ailleurs, l'indicateur du volume d'investissement recule de 10 points sur douze mois et devient négatif à -10.

Ceci tient à la sensible baisse du taux d'utilisation des capacités disponibles. À 75,4 %, il a perdu 1,7 point en six mois et se situe très en dessous de la moyenne de long terme.

Taux moyen d'utilisation des capacités industrielles
En % des capacités totales disponibles



Selon l'indicateur prévisionnel d'investissement pour 2013, le volume d'investissement est en net ralentissement dans toutes les branches industrielles. Par ailleurs, la proportion d'entreprises prévoyant d'investir dans l'année est partout en forte baisse par rapport à 2012, sauf dans celle des biens intermédiaires où elle est stable.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI POUR 2013		
	PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL MAI 2012)	INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL MAI 2012)
AGROALIMENTAIRE	56 % (62 %) ↘	-9 (-3) ↘
BIENS INTERMÉDIAIRES	57 % (57 %) ↔	-9 (+2) ↘
BIENS D'ÉQUIPEMENT	45 % (54 %) ↘	-10 (0) ↘
BIENS DE CONSOMMATION	47 % (57 %) ↘	-13 (-2) ↘
ENSEMBLE INDUSTRIE	52 % (57 %) ↘	-10 (0) ↘

Source : Bpifrance

Lecture : En mai 2013, 52 % des PMI ont engagé ou prévu des investissements sur 2013, contre 57 % en mai 2012 pour cette année-là. En termes de volume d'investissement, 21 % pensent investir plus qu'en 2012 et 37 % moins, ce qui donne un indicateur prévisionnel en solde d'opinion très négatif, à -10, inférieur de 10 points à celui de mai 2012.

Les PMI de 50 à 249 salariés maintiennent le niveau de leurs investissements contrairement à celles de plus petite taille qui les réduisent sensiblement, avec un indicateur prévisionnel du volume d'investissement à respectivement +2 et -12.

Par ailleurs, le ralentissement des investissements est plus faible chez les PMI « fortement exportatrices » dont l'indicateur du volume d'investissement reste pratiquement à l'équilibre, à -1 après -2 fin 2012, alors que chez les « non exportatrices » il recule de 12 points en six mois, à -15. Le facteur innovation est moins discriminant : l'indicateur du volume d'investissement s'établit à -6 chez les PME « innovantes » (-8 points), à comparer à -15 pour les « non innovantes » (en baisse de 9 points).

LES EFFECTIFS DES PMI ONT CESSÉ D'AUGMENTER

Les PMI pérennes⁹ ont à peu près maintenu le niveau de leurs effectifs depuis fin 2012, l'indicateur courant d'emploi ressortant à -1. C'est 4 points au-dessus de la moyenne des PME mais très inférieur au niveau de mai 2012 (+8).

Les effectifs sont stables dans toutes les branches industrielles, sauf dans celle des biens de consommation où ils sont en baisse, avec un indicateur courant à -9. En termes de taille salariale, l'emploi diminue dans les entités de moins de 20 salariés (indicateur courant à -6), progresse chez celles de 20 à 99 salariés (+8) et recule chez celles de 100 à 249 salariés (-7).

Les effectifs se stabilisent chez les PMI innovantes (indicateur à +1, contre +8 fin 2012), tandis qu'ils continuent de se réduire chez les « non innovantes » (-4, versus -3). De la même façon, l'emploi a cessé de croître chez les entreprises exportatrices, avec un indicateur courant à +1 (après +7), alors qu'il a commencé à légèrement diminuer chez les « non exportatrices » (-2, au lieu de 0 fin 2012).

Pour 2014, les anticipations d'évolution des effectifs sont modérément positives, avec un indicateur avancé à +10, en recul de 6 points sur un an. Les intentions de création de nouveaux postes émanent quasi exclusivement des entreprises innovantes (indicateur avancé à +17) et des entreprises « fortement exportatrices » (+23) ou « moyennement exportatrices » (+9).

9 - Par construction, l'enquête ne tient pas compte des entreprises ayant disparu par liquidation, cessation simple ou absorption. *A contrario*, elle ne permet pas non plus de distinguer l'évolution due à des opérations de croissance externe, c'est-à-dire par absorption de tout ou partie d'autres entreprises le cas échéant.



LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

CONSTRUCTION

ACTIVITÉ ET SITUATION FINANCIÈRE SE DÉGRADENT

L'ACTIVITÉ CONNAÎT UN SÉVÈRE REcul

Les PME du **bâtiment** prévoient une baisse moyenne de -3,7 % de leur activité cette année, après une hausse nominale du chiffre d'affaires limitée à +0,2 % en 2012. Au cours des six derniers mois, les carnets d'ordres se sont encore amincis, l'indicateur courant ayant perdu 6 points supplémentaires, à -26. Peu d'espoir non plus d'un redressement du plan de charge à court terme, l'indicateur prévisionnel demeurant très négatif, à -20. Dans ce contexte de forte contraction de la demande de travaux, les anticipations d'activité pour 2014 sont très pessimistes, avec un indicateur avancé à -17, un plus bas sectoriel.

L'activité est presque aussi déprimée dans les **travaux publics**, le CA de 2013 étant attendu en recul de -2,2 % en moyenne, faisant suite à une baisse de -1,0 % en 2012. Les carnets d'ordres sont à leur niveau le plus faible depuis fin 2010, avec un indicateur à -26, et la demande de chantiers est estimée toujours en déclin, l'indicateur prévisionnel pour les six prochains mois restant très négatif à -23. En conséquence, les anticipations d'activité en 2014 sont particulièrement maussades, l'indicateur avancé de mai battant un nouveau record à la baisse, à -26, contre -10 douze mois auparavant.

LES EFFECTIFS SONT EN NETTE DIMINUTION

13 % seulement des dirigeants du bâtiment disent avoir augmenté leurs effectifs par rapport à fin 2012, tandis que 24 % déclarent les avoir réduits. L'indicateur courant de l'emploi (hors intérim) se retrouve ainsi à son plus bas niveau depuis fin 2009, à -11. Étant donné les faibles perspectives d'activité, les PME du secteur envisagent de supprimer d'autres postes l'an prochain, avec un indicateur avancé de l'emploi à -10.

Les effectifs ont jusqu'à présent moins diminué dans les travaux publics, l'indicateur courant de l'emploi étant encore faiblement négatif, à -4 (contre +2 fin 2012). Cependant, l'indicateur avancé d'évolution de l'emploi en 2014 plonge à -12, un plus bas historique.

LA SITUATION FINANCIÈRE CONTINUE DE SE DÉTÉRIORER

Plus de la moitié (52 %) des PME du bâtiment disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois. C'est un niveau sans précédent et la situation pourrait encore se tendre un peu plus à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie demeurant exceptionnellement négatif à -21.

L'état des trésoreries semble moins dégradé dans les travaux publics, 40 % seulement des PME mentionnant des problèmes de caisse au cours du semestre écoulé, contre 49 % fin 2012. Toutefois, de fortes craintes demeurent pour l'avenir immédiat, 28 % prévoyant une dégradation de leur trésorerie d'ici fin 2013.

Dans le bâtiment, le jugement sur la rentabilité récente est sensiblement dégradé, l'indicateur courant étant au plus bas, à -21. En outre, l'atonie de la demande ne permet pas d'entrevoir le moindre redressement : l'indicateur prévisionnel de la rentabilité est au plus bas, à -22.

Le jugement sur les résultats du précédent exercice est meilleur dans les travaux publics, avec un indicateur de la rentabilité récente à -4, contre -11 pour l'ensemble des PME. Toutefois, avec une activité qui va en diminuant, les entreprises craignent une réelle baisse de leurs résultats pour l'exercice en cours, avec un indicateur prévisionnel à -35 (-25 en mai 2012).

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

COMMERCE

TOUTES LES BRANCHES DU COMMERCE PÂTISSSENT DU RALENTISSEMENT DES AFFAIRES

COMMERCE DE GROS : L'ACTIVITÉ EST ATONE ET LA RENTABILITÉ FLÉCHIT

Après avoir stagné en 2012, l'activité demeure très plate : les entreprises tablent sur une croissance du chiffre d'affaires de +0,5% en moyenne en 2013, dans la lignée de l'exercice précédent (+0,6 %). Les carnets de commandes des PME de la branche sont au plus bas depuis 2009, l'indicateur ayant encore reculé de 7 points, à -31. La demande à venir est perçue en léger recul, l'indicateur prévisionnel des commandes restant négatif à -9. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2014 sont donc extrêmement prudentes, avec un indicateur avancé à +14 contre +24 en mai 2012.

Les effectifs s'effritent, l'indicateur courant d'emploi étant négatif pour la première fois depuis fin 2009 à -2, en baisse de 14 points par rapport à novembre précédent. Les anticipations d'embauche en 2014 sont faiblement positives, l'indicateur avancé de l'emploi perdant 10 points en douze mois, à +9.

La situation de trésorerie se maintient par rapport au semestre précédent, avec 36 % de citations de difficultés rencontrées au cours des six derniers mois, toujours au plus haut depuis fin 2009. Les craintes de dégradation à court terme demeurent cependant importantes, l'indicateur prévisionnel restant très négatif, à -17 contre -20 fin 2012.

Les résultats de l'exercice 2012 sont jugés encore corrects, l'indicateur de la rentabilité récente à -2 étant le moins dégradé de tous les secteurs d'activité. Il est toutefois en recul de 13 points par rapport à mai 2012 et la rentabilité pour l'exercice en cours est attendue en sensible diminution, avec un indicateur prévisionnel à -15, contre -8 un an plus tôt.

COMMERCE DE DÉTAIL : TOUS LES INDICATEURS SONT À LA BAISSE

Conséquence de la progression continue du chômage et de l'érosion du pouvoir d'achat des ménages, les PME prévoient une diminution de -2,8 % en moyenne de leurs ventes cette année, après un recul de -1,2 % en 2012. Les anticipations pour 2014 sont très pessimistes, l'indicateur avancé de l'activité étant négatif en mai pour la première fois depuis quatre ans, à -8.

Les entreprises ont sensiblement réduit leurs effectifs depuis le début de l'année, avec un indicateur courant de l'emploi à -13, soit 6 points de moins qu'en novembre 2012. Les suppressions de postes devraient également l'emporter sur les créations l'an prochain, l'indicateur avancé de l'emploi ressortant à -3, au lieu de +13 en mai 2012.

Les tensions sur les trésoreries se sont accrues depuis fin 2012, mentionnées par 46 % des entreprises (+4 points). De plus, les dirigeants sont très inquiets pour les mois à venir, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant au plus bas depuis mi-2009, à -30.

Les résultats de l'exercice 2012 sont estimés inférieurs à ceux de 2011, l'indicateur de la rentabilité récente perdant 8 points en douze mois, à -14. Dans un contexte d'accélération de la baisse de leur activité, les PME du commerce de détail s'attendent à un nouveau recul de leurs résultats en 2013, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à -27, pratiquement aussi bas qu'au sortir de la récession de 2009 (-32).

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : LES EFFECTIFS SONT AJUSTÉS AU RECU DE L'ACTIVITÉ

Les ventes sont toujours attendues en fort recul en 2013, de -3,4 % en moyenne, après deux années consécutives de baisse estimée à -3,8 % en 2012 et -1,0 % en 2011. Les carnets de commandes sont toujours jugés très dégarnis, avec un indicateur des commandes des six derniers mois à -43, moins fortement négatif toutefois qu'en novembre précédent (-58). La demande est prévue encore en repli à court terme, l'indicateur prévisionnel à six mois restant négatif à -19. Les perspectives d'évolution de l'activité en 2014 sont très prudentes, avec un indicateur avancé à +9, au lieu de +8 en mai 2012.

Les effectifs qui avaient été fortement réduits en 2012 sont toujours en diminution, l'indicateur courant de l'emploi ressortant à -10, après -15 en novembre. Les suppressions de postes devraient se poursuivre en 2014, l'indicateur avancé de mai étant au plus bas à -11, contre -4 un an auparavant.

Les difficultés de trésorerie sont un peu moins fréquentes depuis le début de l'année, citées par 40 % des PME de la branche, contre 48 % en novembre. En revanche, les dirigeants craignent une dégradation à court terme, l'indicateur de la trésorerie future restant négatif, à -20, dans la moyenne des PME.

Le jugement sur les résultats obtenus lors du précédent exercice est très négatif, avec un indicateur de la rentabilité récente au plus bas, à -30 contre -18 en mai 2012. Une nouvelle dégradation semble se profiler pour l'exercice en cours, l'indicateur prévisionnel ressortant à -24.

#

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

TRANSPORTS

LES PME DU SECTEUR SONT À LA PEINE

L'ACTIVITÉ RÉGRESSE ET LES EFFECTIFS SONT RÉDUITS

Comme anticipé fin 2012, l'activité ralentit sensiblement. Le CA de 2013 est prévu en diminution de -2,8 % en moyenne, après avoir stagné en 2012 (-0,3 %). La demande est atone, au plus bas depuis fin 2009, avec un indicateur courant des carnets de commandes à -36. Les anticipations d'évolution dans les six prochains mois restent à la baisse, l'indicateur prévisionnel des commandes s'établissant à -16. *In fine*, l'activité pourrait de nouveau régresser en 2014, l'indicateur avancé de l'activité étant à -8.

Les effectifs sont en légère diminution pour le troisième semestre consécutif, l'indicateur courant de l'emploi étant à -3, après -2 en novembre. La tendance devrait se poursuivre en 2014, l'indicateur avancé de l'emploi pour l'année suivante étant au plus bas, à -5.

UNE SITUATION FINANCIÈRE QUI SE FRAGILISE

En mai 2013, les trésoreries sont aussi serrées que fin 2009, 44 % des PME disant avoir eu des difficultés au cours des six derniers mois. La situation pourrait se durcir encore un peu plus à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie ressortant à -26, après -21 en novembre.

La rentabilité dégagée en 2012 est considérée comme médiocre, l'indicateur courant reculant de 4 points en un an à -21. Étant donné le vif ralentissement en cours de l'activité, les dirigeants s'attendent à un sensible recul de leurs résultats pour l'exercice 2013, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à -23.

COMPRESSION DES INVESTISSEMENTS

Les investissements poursuivent leur recul entamé début 2012. L'indicateur prévisionnel d'investissement pour l'année en cours est très négatif, à -20, contre -17 en mai 2012 et +3 en mai 2011.

TOURISME

UN SECTEUR TOUCHÉ DE PLEIN FOUET

LE REcul DE L'ACTIVITÉ S'ACCENTUE

Les PME du secteur sont très affectées par la baisse des dépenses des ménages et des entreprises. Alors que le chiffre d'affaires a diminué de -2,0 % en moyenne l'an dernier, il est prévu en recul de -3,8 % en 2013. La demande apparaît au plus bas depuis mi-2009, l'indicateur des carnets de réservations, pour les entreprises concernées, reculant encore de 4 points, à -38. La tendance baissière devrait se prolonger à court terme, l'indicateur avancé des réservations ressortant à -12. Dans ce contexte très morose, les dirigeants pronostiquent une poursuite du ralentissement en 2014, avec un indicateur avancé de l'activité à -14, contre -3 en mai 2012.

LES SUPPRESSIONS DE POSTES S'ACCÉLÈRENT

Les effectifs ont été sensiblement réduits au cours des premiers mois de 2013, l'indicateur courant de l'emploi étant tombé à -20 en mai, à comparer à -6 en novembre. L'érosion pourrait se poursuivre en 2014, l'indicateur avancé de l'emploi étant au plus bas, à -13 (-6 en mai 2012).

LES TRÉSORERIES SONT DE PLUS EN PLUS FRAGILES

Les difficultés de trésorerie ont beaucoup augmenté depuis fin 2012, avec 57 % de citations contre 47 % en novembre. Il s'agit de la plus forte proportion jamais observée dans l'enquête. Les perspectives d'évolution dans les six prochains mois sont négatives, avec un indicateur prévisionnel à -17.

D'ailleurs, 37 % des dirigeants disent avoir rencontré des difficultés d'accès aux crédits d'exploitation, en hausse de 4 points sur novembre. C'est de loin la proportion la plus élevée de tous les secteurs d'activité.

Les résultats de 2012 sont jugés très insuffisants, l'indicateur de la rentabilité récente reculant de 24 points en un an, à -26. Les anticipations pour 2013 sont bien entendu négatives, l'indicateur avancé de la rentabilité s'affichant à -28.

FREINAGE DES INVESTISSEMENTS

Les PME du tourisme accentuent la réduction de leurs investissements, initiée il y a deux ans maintenant. L'indicateur courant du volume d'investissement a perdu 5 points par rapport à mai 2012, à -21.

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

SERVICES

SEULES LES ENTREPRISES INNOVANTES CONSERVENT UN CERTAIN DYNAMISME

SERVICES AUX ENTREPRISES : LES PME QUI INNOVENT SEMBLENT PRÊTES À REBONDIR

Les PME des services aux entreprises¹⁰ prévoient une hausse de +0,8 % en moyenne de leur chiffre d'affaires en 2013, après une quasi-stabilité en 2012 (-0,3 %). Les entreprises « innovantes¹¹ » sont assez optimistes, tablant sur une légère accélération à +4,1 %, après +2,0 % en 2012. À l'opposé, les « non innovantes » s'attendent à un recul de -2,0 %, poursuivant la tendance de l'année précédente (-2,1 %). Un écart similaire apparaît dans les anticipations pour 2014, les entreprises « innovantes » donnant un indicateur avancé de l'activité à +36, contre -5 chez les « non innovantes ».

Au cours des premiers mois de l'année, les PME de la branche ont globalement maintenu leurs effectifs au niveau de fin 2012. Les « innovantes » les ont légèrement augmentés, avec un indicateur courant de l'emploi à +7, alors que les « non innovantes » les ont quelque peu réduits, leur indicateur ressortant à -7. Les premières pensent créer des postes supplémentaires en 2014 contrairement aux secondes, leur indicateur avancé de l'emploi s'établissant respectivement à +29 et 0.

38 % des entreprises disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, pourcentage en hausse de 2 points par rapport à novembre. La proportion a augmenté de 4 points chez les « non innovantes », à 39 %, tandis qu'elle a diminué de 1 point, à 37 % chez les « innovantes ». Les craintes de durcissement des trésoreries dans les mois à venir sont beaucoup plus fortes chez celles qui ne font pas d'innovation (indicateur prévisionnel à -22) que chez celles qui innovent (-6).

Bien qu'insuffisants, les résultats de l'exercice écoulé sont moins mal jugés par les entreprises « innovantes » (-5) que par les autres (-8). Pour l'exercice en cours, les PME « innovantes » tablent sur un maintien de la rentabilité au niveau actuel (indicateur avancé à +1), alors que les « non innovantes » craignent un recul significatif (-18).

10 - Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

11 - 47 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées « innovantes » et 53 % « non innovantes ». Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p.23.

12 - Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

SERVICES AUX PARTICULIERS¹² : L'ACTIVITÉ A COMMENCÉ À DIMINUER

Les entreprises de la branche ressentent vivement le recul de la consommation des ménages. Elles prévoient une diminution de leur chiffre d'affaires de -1,7 % en moyenne en 2013, après une hausse estimée à +0,8 % l'année précédente. En outre, les anticipations pour 2014 sont très mitigées, l'indicateur avancé de l'activité étant nul, au lieu de +12 en mai 2012 et +29 en mai 2011.

La baisse de l'activité étant encore récente, les effectifs ont pu être conservés au cours des premiers mois de l'année, avec un indicateur courant de l'emploi à +1, après +5 en novembre. Cette stabilité des effectifs pourrait se prolonger en 2014, l'indicateur avancé restant faiblement positif à +2, contre +6 un an plus tôt.

La situation de trésorerie est stable depuis un an et demi, la proportion d'entreprises mentionnant des problèmes de caisse se maintenant au voisinage de 41 %. Les craintes d'un alourdissement des trésoreries à court terme sont aussi pratiquement stables, l'indicateur prévisionnel ressortant à -20, soit 1 point de moins qu'en novembre précédent et 4 points de plus qu'en mai 2012.

Les résultats de l'exercice 2012 sont considérés comme médiocres et en diminution par rapport à l'exercice 2011, l'indicateur de la rentabilité récente perdant 3 points en un an, à -12, comme l'ensemble des PME. Conséquence du recul de l'activité depuis le début de l'année, les résultats de l'exercice 2013 sont attendus en repli, avec un indicateur prévisionnel assez négatif, à -14, à comparer à -16 tous secteurs confondus.

MÉTHODOLOGIE

L'enquête semestrielle de Bpifrance a près de 30 ans d'existence. Elle a été initiée en 1985 par le Crédit d'équipement des PME et poursuivie ensuite par la Banque du développement des PME, puis OSEO. Le sondage est effectué chaque année en mai et novembre.

Pour cette 57^e édition, 27 000 entreprises de 1 à moins de 250 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie soit postale, soit électronique.

L'analyse porte sur les 4 413 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 3 mai et le 3 juin 2013.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par les quelque 1,2 million d'entreprises employant de 1 à 249 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture (champ ICS de l'Insee).

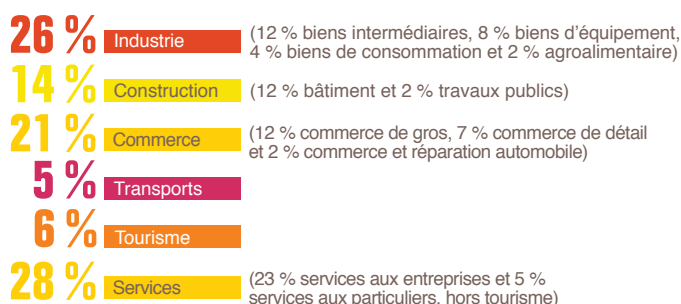
STRUCTURE DE L'ÉCHANTILLON

Par taille d'entreprise :



100 % Total

Par secteur d'activité :



100 % Total

INDICATEUR OU SOLDE D'OPINION

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit, rentabilité...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
- Indicateur en niveau = [(x % « bon/aisé ») – (y % « mauvais/difficile »)] X 100

QUALIFICATION ENTREPRISES INNOVANTES

Une entreprise est qualifiée « **innovante** » si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

- Financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D
- Acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie
- Déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle
- Développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré
- Commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Dans l'échantillon, 35 % des entreprises sont « **innovantes** » et 65 % « **non innovantes** ».

QUALIFICATION ENTREPRISES EXPORTATRICES

- Sont qualifiées « **fortement exportatrices** » les 10 % des entreprises de l'échantillon qui font plus du quart de leur activité à l'international.
- Les « **moyennement exportatrices** », réalisant entre 6 % et 25 % de leur CA à l'export, constituent 12 % de l'échantillon.
- Le solde, soit 78 % du total de l'échantillon, dites « **non exportatrices** » par convention, sont les entreprises qui n'exportent pas (60 %) ou font moins de 6 % de leur CA à l'international (18 %).

DÉCLINAISONS RÉGIONALES

Cette enquête a fait l'objet de déclinaisons régionales. Les tendances 2013 et les prévisions 2014 des principaux indicateurs sont présentées pour les régions Alsace, Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, PACA, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes. Ces fiches sont consultables sur bpifrance.fr.

bpifrance

27-31, avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex – Tél. : 01 41 79 80 00